



## **Association IRSAM**

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Association IRSAM  
1, rue Vauvenargues - 13007 Marseille

*Ce rapport contient 30 pages*

## **Association IRSAM**

Siège social : 1, rue Vauvenargues - 13007 Marseille

Fonds propres sans droit de reprise : 10 472 864 €

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association IRSAM à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les informations présentées en annexe 2. L – Provision pour risques et charges, relatives aux provisions constatées sur cet exercice.

## **Justification de nos appréciations**

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 10 juin 2025

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Expertea Audit

Laure DUMAS  
*Associée*

## BILAN ACTIF (€)

	Exercice clos le 31/12/2024			31/12/2023 (€)
	Brut	Amort & prov	Net	Net
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Autres immobilisations incorporelles	745 508	701 803	43 705	83 358
Donations temporaires d'usufruit				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains et agencements	4 081 384	302 755	3 778 629	3 781 707
Constructions	65 935 762	35 168 542	30 767 220	31 273 981
Installations techniques, matériel et outillage	5 495 559	4 711 799	783 760	855 990
Autres immobilisations corporelles	37 418 325	23 897 754	13 520 571	13 711 515
Immobilisations en cours	14 597 275	0	14 597 275	8 066 428
Avances et acomptes/immob corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0		0	0
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participation et créances rattachées...	544 255	0	544 255	2 544 255
Autres titres immobilisés	802 465	0	802 465	721 223
Prêts	74 937	0	74 937	124 671
Autres immobilisations financières	96 944	0	96 944	101 281
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>129 792 414</b>	<b>64 782 653</b>	<b>65 009 761</b>	<b>61 264 409</b>
<b>STOCKS ET EN COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commande	85 866		85 866	59 949
<b>CREANCES</b>				
Clients et comptes rattachés	2 579 589	48 873	2 530 716	4 188 925
Créances reçues par legs ou donations	23 871		23 871	33 952
Autres créances	3 579 481		3 579 481	4 044 287
<b>TRESORERIE</b>				
Valeurs mobilières de placement	38 001 549		38 001 549	34 692 456
Disponibilités	11 977 874		11 977 874	15 448 611
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	141 590		141 590	160 252
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>56 389 820</b>	<b>48 873</b>	<b>56 340 947</b>	<b>58 628 432</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion Actif				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>186 182 234</b>	<b>64 831 526</b>	<b>121 350 708</b>	<b>119 892 841</b>

## BILAN PASSIF (€)

	31/12/2024 (€)	31/12/2023 (€)
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	10 472 864	10 472 864
- Fonds propres statutaires	1 591 901	1 591 901
- Fonds propres complémentaires	8 880 963	8 880 963
Fonds propres avec droit de reprise		
- Fonds statutaires		
- Fonds propres complémentaires		
Fonds associatifs		
<b>Ecart de réévaluation libre</b>	347 998	347 998
<b>Réserves pour projet de l'entité</b>	25 974 435	24 607 688
Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	25 974 435	24 607 688
<b>Autres réserves</b>	12 286 532	11 786 914
Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	528 728	463 334
<b>Report à nouveau</b>	5 456 019	4 923 023
Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	4 074 922	3 541 927
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>2 057 383</b>	<b>2 399 363</b>
Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	1 111 623	1 965 137
<b>Situation nette</b>	<b>56 595 231</b>	<b>54 537 850</b>
Subventions d'investissement	7 906 578	8 120 811
Provisions réglementées	37 500	37 500
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>64 539 309</b>	<b>62 696 161</b>
Fonds reportés liés aux legs ou donations	23 871	33 952
Fonds dédiés	30 234 651	30 588 341
<b>TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES</b>	<b>30 258 522</b>	<b>30 622 293</b>
Provisions pour risques et charges	4 198 284	3 212 517
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>4 198 284</b>	<b>3 212 517</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de crédit	5 935 907	6 460 763
Emprunts et dettes financières diverses	5 476	4 713
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs	0	0
<b>DETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 855 536	2 984 449
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	9 200 420	8 804 391
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 880 652	2 255 598
Autres dettes	1 509 466	1 574 796
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	967 133	1 277 158
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>22 354 590</b>	<b>23 361 868</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>121 350 708</b>	<b>119 892 841</b>

## COMPTE DE RESULTAT (€)

	31/12/2024 (€)	31/12/2023 (€)
Produits des tiers financeurs		
- Concours publics	79 122 343	78 232 556
Contributions financières Agence Régionale de Santé	60 633 302	59 492 287
Contributions financières Conseil Départemental	18 489 041	18 740 269
- Subvention d'exploitation	2 021 630	1 672 452
Contributions financières Agence Régionale de Santé	142 629	84 744
Contributions financières Conseil Départemental	535 782	528 778
Autres (Agefiph, APHM, CNSA...)	1 343 219	1 058 930
Ressources liées à la générosité du public		
- Dons manuels	60 053	52 562
- Mécénats	800	2 000
- Legs, donations et assurances vie	2 084	23 871
Contributions financières	1 069 164	688 466
Autres prestations de services	67 520	58 050
Produits des activités annexes	0	0
Reprises de provisions	668 808	400 645
Transfert de charges	1 505 834	1 427 296
Utilisations des fonds dédiés	2 764 200	2 590 339
Autres produits	523 075	581 199
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>87 805 511</b>	<b>85 729 437</b>
Achats matières premières et autres approv.	-2 527 132	-2 158 480
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	-17 523 121	-16 184 107
Impôts, taxes et versements assimilés	-3 696 597	-3 625 635
Salaires et traitements	-40 010 925	-38 769 899
Charges sociales	-15 860 352	-15 601 271
Dotations aux amortissements et provisions	-6 302 455	-4 747 908
Reports en fonds dédiés	-2 400 428	-3 632 750
Autres charges	- 36 383	- 9 402
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-88 357 393</b>	<b>-84 729 452</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 551 882</b>	<b>999 985</b>
Produits financiers	1 262 091	789 153
Reprises de provisions et transfert de charges		29 931
Produits nets t/cession VMP	62 234	6 979
Charges financières	- 217 781	- 202 757
Ch net/cession VMP	0	- 443
Dotations aux amortissements et provisions	0	0
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>1 106 544</b>	<b>622 863</b>
Produits exceptionnels	1 950 167	377 961
Reprises de provisions et transfert de charges	29 575	593 260
Charges exceptionnelles	- 274 266	- 47 316
Dotations aux amortissements et provisions	0	- 30 000
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>1 705 474</b>	<b>893 903</b>
<b>IMPOT SUR LES BENEFICES</b>	<b>- 202 756</b>	<b>- 117 385</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>91 109 577</b>	<b>87 526 718</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>89 052 195</b>	<b>85 127 355</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>2 057 383</b>	<b>2 399 363</b>
<i>Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 111 623</i>	<i>1 965 137</i>



## **ANNEXE**

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est de 121.350.708 € et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 91.109.577 € et le résultat de + 2.057.383 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 juin 2025 et sont présentés en Euros (€).

## **1. NATURE DE L'ACTIVITE**

Créée en 1858 à Marseille, à l'initiative du Père Dassy et développée à son origine par la Congrégation Religieuse des Sœurs Marie Immaculée, l'association IRSAM est une association Loi 1901 Reconnue d'Utilité Publique, appartenant au secteur médico-social.

Elle accompagne des enfants et adultes en situation de handicap présentant majoritairement une déficience sensorielle, mais également une déficience intellectuelle ou des troubles de la communication (dont troubles du Spectre autistique - TSA) dans des établissements spécialisés, dans des centres d'apprentissage et de formation ou en milieu inclusif

De dimension multirégionale, l'Association IRSAM est implantée en Provence Alpes Côte d'Azur (Marseille et Nice), Auvergne-Rhône Alpes (Lyon) et Outre-Mer (Réunion). Elle gère 44 établissements ou services pour enfants et adultes.

L'Association IRSAM accueille 2 500 enfants, adolescents, adultes et adultes vieillissants et emploie plus de 1 100 salariés. Son budget de fonctionnement totalise 87 M€ en 2024 réparti pour 45% sur La Réunion et 55% sur la Métropole mais également 35% sur le secteur adultes et 65% sur le secteur enfants.

Si depuis ses origines, il y a plus de 160 ans, le savoir-faire de l'IRSAM était centré sur l'accompagnement des personnes en situation de handicap sensoriel, aujourd'hui, l'Association souhaite mettre ses compétences au profit d'autres types de handicaps à l'instar de sa mobilisation depuis une quinzaine d'années sur d'autres champs, notamment celui des Troubles du Spectre Autistique et des Handicaps Rares.

Cet élargissement du périmètre historique de l'Association IRSAM prend racine dans la prise de conscience de l'évolution des profils et des besoins des publics accueillis au sein des structures médico-sociales gérées par l'Association, notamment pour les publics aux handicaps complexes. Ainsi, l'Association IRSAM a transformé une partie de son offre de prestations par la création d'établissements, de services ou de dispositifs en faisant évoluer ses autorisations ou en répondant à des appels à candidatures spécifiques. L'Association IRSAM inscrit son action et son évolution dans une approche inclusive adaptée aux souhaits et capacités des personnes et dans une pleine participation à la dynamique de parcours de chaque personne en situation de Handicap.

L'analyse financière détaillée des comptes arrêtés au 31/12/2024 est présentée dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

## **2. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Depuis l'exercice 2011, en application des prescriptions comptables qui permettent la compensation des comptes bancaires situés dans une même banque, notamment dans le cas d'une gestion centralisée de trésorerie, les soldes des comptes de trésorerie existants à la clôture de l'exercice, sont inscrits en valeur compensée (débit/crédit) à l'actif du bilan, sous la rubrique « Disponibilités ».

**a/ - Plan comptable**

La comptabilité des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux est établie sur la base de la M22 bis.

Les comptes annuels sont établis en application du Plan Comptable Général ANC 2014-03 ainsi que 2018-06 relatif aux comptes des personnes morales de droit privé à but non lucratif et 2019-04 applicables aux comptes des personnes morales de droit privé à but non lucratif gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux.

A compter de l'exercice 2022, en application de l'ANC n°2019-04, certaines mentions réglementaires ont été portées dans les comptes annuels et notamment :

- 1- Passif du Bilan de l'entité gestionnaire : le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentées séparément sur une ligne spécifique
- 2- Compte de résultat : l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociale des postes suivants : concours publics et subvention d'exploitation ainsi que le résultat sous gestion contrôlée.

Ces nouvelles modalités de présentation des comptes annuels restent sans impact sur la détermination du résultat de l'exercice.

**b/ - Régime de financement**

En application des règles de financement inhérentes aux Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens que l'Association a signé avec ses partenaires financiers, les établissements relevant d'un financement Etat et/ou Conseil Départemental situés en Provence Alpes Côte d'Azur et à la Réunion sont financés sous le régime de la dotation globale. Ces modes de financement concernent en 2024 tous les établissements à l'exception du Foyer Clairefontaine qui demeure tarifé en prix de journée.

**c/ - Fonds propres**

**Provisions congés payés**

Les provisions congés payés ne font pas l'objet d'un retraitement dans le cadre de l'affectation du résultat comptable pour les établissements sous CPOM (hors demande du financeur).

**d/ - Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels amortis linéairement sur 3 ou 5 ans.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations qui ont fait l'objet d'une réévaluation libre en 1958. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

En application du règlement n° 2014-03 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs, à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les amortissements des actifs immobilisés sont calculés sur la durée réelle d'utilisation des biens. De plus, les immobilisations sont inscrites en comptabilité par composants. Cette position est désormais intégrée dans la réglementation des établissements sociaux et médico-sociaux suite à l'avis CNC du 4 mai 2007. L'application de cette

## ASSOCIATION IRSAM

Comptes annuels arrêtés le 31 décembre 2024

nouvelle législation avait conduit dès 2005, à rallonger la durée de vie de certains actifs, notamment immobiliers, et à constater un allègement de la dotation aux amortissements comptabilisée en comptes « sociaux ». Depuis 2007, ces modifications sont prises en compte directement dans les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux. En conséquence, sont comptabilisés en gestion propre :

- les retraitements intervenus sur les durées d'amortissement en 2005 et 2006
- le différentiel constaté sur les plus ou moins-values de cession d'immobilisation résultant d'un plan d'amortissement différent entre comptes sociaux et comptes consolidés. Aucun différentiel n'a été constaté en 2024.

En application de cette modification, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, soit :

2130	Constructions	50 à 80 ans
2135	Agencements et aménagements des constructions	15 à 40 ans
2181	Installations techniques	5 à 20 ans
2150	Matériel et outillage	4 à 10 ans
2182	Matériel de transport	6 ans
2183	Matériel de bureau	5 à 10 ans
2184	Mobilier	8 ans
2280	Matériel taxe d'apprentissage	3 à 10 ans

Depuis 2015 il a été comptabilisé, une dotation aux provisions pour dépréciation des immobilisations afférente à la moins-value prévisionnelle des bâtiments de la Rémusade qui sera constatée lors de la mise en œuvre du programme immobilier du site de Ruissatel/Garlaban. La provision constituée à cet effet, totalise 345 K€ en date du 31/12/2024.

### e/ - Immobilisations financières

D'un montant brut de 1.519 K€, elles concernent :

- Les *participations* qui intègrent des parts sociales pour 544 k€
- Les *autres titres immobilisés* qui correspondent aux placements issus de la gestion externalisée du Compte Epargne temps pour 802 K€. Pour mémoire, la dette sociale correspondante est inscrite au passif et réévaluée en fonction de l'évolution des rémunérations des salariés concernés.
- Les *prêts* qui se composent des contributions « Effort construction » versés sous forme de prêts pour 75 k€
- Le poste « *autres immobilisations financières* » qui comprend les cautions versées à hauteur de 97 k€ et notamment en corrélation avec celles payées en 2022 relatives à la prise à bail des locaux de Beth Seva à Lyon destinés à reloger les résidents du Foyer Clairefontaine durant la période des travaux de restructuration

### f/ - Immobilisations en cours

D'un montant brut de 14.598 K€, elles concernent différents projets immobiliers en cours, notamment pour :

- 13.692 k€ : Restructuration Clairefontaine
- 679 k€ : réhabilitation de la Villa Saint Louis – Marseille
- 117 k€ : matériels informatiques en attente d'installation
- 109 k€ : travaux divers

**g/ - Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Une analyse individuelle de chaque dossier est effectuée pour déterminer les raisons du non recouvrement des créances et le montant exact de la provision à constituer.

**h/ - Valeurs mobilières de placement**

La valeur brute des VMP est constituée par le coût d'achat. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

**i/ - Subventions d'investissement**

En application des dispositions du plan comptable associatif, les subventions d'investissement issus de ressources publiques attribuées pour le financement de moyens d'équipement sont amorties selon la même méthode et sur la même durée que les biens correspondants.

**j/ - Provisions réglementées**

Dans le cadre de la modernisation des établissements sociaux et médico-sociaux, les autorités de tarification sont amenées à attribuer, sous forme de dotation budgétaire supplémentaire (dotation globale, prix de journée, crédits non reconductibles...) des fonds destinés à financer de futures charges d'amortissement des acquisitions d'immobilisations.

Conformément aux nouvelles dispositions du plan comptable, ces provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations ont été reclassées en fonds dédiés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**k/ - Fonds dédiés**

En application des prescriptions réglementaires applicables aux établissements du secteur sanitaire et social, la partie des ressources affectée par les organismes de tarification au financement de charges d'exploitation (formations...) et non encore utilisée à la clôture de l'exercice, est comptabilisée en fonds dédiés. Il en est de même pour les dotations budgétaires supplémentaires des autorités de tarification destinées à financer des charges d'amortissement des acquisitions d'immobilisations. Les reprises de fonds dédiés sur investissements sont effectuées au même rythme que les amortissements des immobilisations concernées.

**l – Provisions pour risques et charges**

Une provision pour risques et charges d'un montant de 1.008 k€ a été comptabilisée au 31 décembre 2024 et concerne :

## ASSOCIATION IRSAM

Comptes annuels arrêtés le 31 décembre 2024

. pour 875 k€ au financement de la prime des « exclus du Ségur » dont le financement reçu sera ajusté par les autorités de tarification de contrôle en N+1 ou N+2 au regard de la réalité des dépenses engagées. Les financements encaissés en 2024 s'élèvent à 1.360 k€.

. pour 133 k€ une provision destinée à couvrir le risque fiscal d'imposition à la TVA sur les prestations accessoires de l'Association

### m/ - Compte Epargne Temps

Depuis 2013, l'Association a mis en place un Compte Epargne Temps, ouvert à l'ensemble des salariés de l'Association. La dette sociale relative à ce dispositif totalise à la clôture de l'exercice un encours de 1.122 K€, comptabilisé au passif du bilan sous la rubrique dettes sociales et fiscales.

### n/ - Indemnités de départ à la retraite

Les indemnités de départ à la retraite dues au personnel au jour de leur départ, ont été évaluées à la somme totale de 5.599 K€ : déduction faite de la provision pour indemnité retraite comptabilisée au passif du bilan pour 2.529 K€, l'engagement hors bilan représente une contrevaletur financière de 3.070 K€ en date du 31/12/2024. La dette a été ajustée au regard de la réforme gouvernementale qui a porté l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Cet engagement a été chiffré en prenant en compte les hypothèses suivantes :

\* Age théorique de départ à la retraite : 64 ans

\* Indemnités de départ à la retraite pour les salariés relevant de la convention collective du 15 mars 1966

- . 1 mois de salaire au delà de 10 ans d'ancienneté
- . 3 mois de salaire au delà de 15 ans d'ancienneté
- . 6 mois de salaire au delà de 25 ans d'ancienneté

\* Indemnités de départ à la retraite pour les salariés relevant de la convention collective du 31 octobre 1951

- . 1 mois de salaire entre 10 et 14 ans d'ancienneté
- . 2 mois de salaire entre 15 et 19 ans d'ancienneté
- . 4 mois de salaire entre 20 et 24 ans d'ancienneté
- . 5 mois de salaire entre 25 et 29 ans d'ancienneté
- . 6 mois de salaire au-delà de 30 ans d'ancienneté

\* Coefficient de rotation

- . 50% en dessous de 30 ans
- . 75% entre 30 et 40 ans
- . 85% entre 40 et 50 ans
- . 95% entre 50 et 55 ans
- . 99% au-delà de 55 ans

\* Coefficient de mortalité : application des tables INSEE 2009/2011

\* Coefficient d'évolution des salaires : 1,50%

\* Coefficient de rendement des capitaux propres à LT : 3%

\* Taux de charges sociales : 52%

## **ASSOCIATION IRSAM**

Comptes annuels arrêtés le 31 décembre 2024

En complément, il est à noter que les indemnités retraite comptabilisées dans les comptes sociaux (2.529 K€) sont évaluées en fonction des départs prévus sur les 5 prochains exercices, cette période quinquennale correspondant à la durée des CPOM signés avec les autorités de Tutelle.

### **o/ - Contributions volontaires**

En application des nouvelles dispositions comptables, les contributions volontaires doivent être comptabilisées et valorisées si leur nature et leur importance sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité. Cependant, compte tenu du faible montant que représente le bénévolat au sein de l'IRSAM, soit 1,035 Etp pour une contre-valeur financière évaluée à 37 k€, il n'a pas été procédé à l'enregistrement comptable de ces contributions.

### **p/ - Dons et legs**

En application de la réglementation en vigueur, les dons et legs ont été comptabilisés sur l'exercice 2024 en produits d'exploitation (61 k€).

### **q/ - Indemnités congréganistes**

L'IRSAM a pris l'engagement auprès de la Congrégation des Sœurs de Marie Immaculée de payer les indemnités congréganistes concernant ses membres qui ont œuvré pour le compte de l'Association à titre bénévole jusqu'en 1980. Le montant annuel des indemnités congréganistes représente en 2024 une charge de 59 K€.

### **r/ - Produits exceptionnels**

Un produit exceptionnel a été comptabilisé pour un montant de 450 k€, relatif à des recettes cretons non déduites sur les exercices N+1.

### **s/ - Provision congés payés**

La dette pour provision congés payés a été calculée en application de la nouvelle réglementation afférente en matière de congés payés (loi du 2024-364 du 22/04/2024), qui prévoit l'acquisition de congés payés durant les périodes d'arrêt de travail pour maladie. La provision complémentaire constatée en 2023 relative aux droits à congés payés acquis durant les périodes d'arrêt de travail pour maladie antérieure, a été ajustée en 2024, en fonction des salariés sortis des effectifs sur l'exercice.

## **3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE**

### **Faits marquants**

**L'année 2024 a été marquée par :**

- la reprise en gestion par l'IRSAM du SAFEP 84 situé à Avignon. Par arrêté n° DD84-0124-0647-D- DOMS/DPH-PDS/DD84 N° 2024-046 du, l'ARS a entériné la cession de l'autorisation médico-sociale du Centre Hospitalier de Montfavet à l'IRSAM à effet du 1<sup>er</sup> juin 2024.
- le renouvellement de nos Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) pour :

## ASSOCIATION IRSAM

Comptes annuels arrêtés le 31 décembre 2024

- La Villa Apraxine (EANM les Bougainvilliers et EAM les Glycines) avec le Conseil Départemental et l'ARS des Alpes Maritimes qui couvre la période 2024-2028
- les établissements de la Réunion avec la signature en mars 2024 du CPOM tripartite avec l'ARS Océan Indien et le Conseil Départemental de la Réunion pour la période 2024-2028

L'année 2025 sera aussi marquée par le renouvellement de plusieurs CPOM :

- ✓ le CPOM avec l'ARS PACA qui concerne les IES et SESSAD Arc en Ciel et IRS de Provence, la MAS Les Chanterelles, les EAM Garlaban et Glycines et qui intègre le renouvellement de l'agrément des frais de Siège Social
  - ✓ le CPOM avec l'ARS AURA qui concerne l'IDV Les Primevères et ses dispositifs associés, la section médicalisée de l'EAM Clairefontaine ainsi que le PCPE Adultes Passerelle Handisens 69
- A la Réunion, en décembre 2024, l'établissement des Cascavelles a inauguré le bâtiment dédié aux 16 usagers de l'accueil de jour qui permet désormais d'accueillir ces personnes (et les professionnels qui les accompagnent) dans des conditions de sécurité, d'accessibilité et de confort très nettement améliorées et qui étaient attendues depuis l'ouverture de l'établissement en 2008

## Evènements post clôture

L'IRSAM a signé avec l'ARRADV (Association de Réadaptation et de Réinsertion pour l'Autonomie des Déficiants Visuels) deux mandats de gestion qui, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025, lui confère la gestion de :

. 2 SAMSAH : SAMSAH 13 situé à Marseille et Salon et SAMSAH 84 situé à Avignon pour une durée de 4 mois, éventuellement renouvelable

. 1 Centre d'Appel et de Conseil sur la Déficience Visuelle, de portée nationale (n° vert), pour une durée de 6 mois, éventuellement renouvelable

Cette reprise en gestion reste sans impact sur les comptes arrêtés au 31/12/2024

\*\*\*



2- ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE (€)

	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions	Transferts	Cessions & mises au rebut	Valeur brute à la fin de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Frais d'établissement					
Frais de Recherche & Dév.					
Concessions, brevets, licences	740 905	4 602			745 506
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorp					
Avances & acomptes					
<b>TOTAL I</b>	<b>740 905</b>	<b>4 602</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>745 506</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Terrains	4 081 384	0			4 081 384
Constructions	65 391 608	0	1 561 560	1 017 403	65 935 765
Installations techniques	5 320 295	226 769		51 505	5 495 561
Autres immobilisations corporelles	35 692 311	1 635 260	636 177	545 424	37 418 323
Immobilisations en cours	8 066 427	8 805 475	-2 197 737	76 891	14 597 274
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0				0
Acompte sur commandes					
<b>TOTAL II</b>	<b>118 552 024</b>	<b>10 667 504</b>	<b>0</b>	<b>1 691 224</b>	<b>127 528 307</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
Participation et créances rattachées	2 544 255			2 000 000	544 255
Autres titres immobilisés	721 223	227 971		146 729	802 465
Prêts	124 672			49 734	74 938
Autres immobilisations financières	101 281	14 385		18 722	96 944
<b>TOTAL III</b>	<b>3 491 431</b>	<b>242 356</b>	<b>0</b>	<b>2 215 185</b>	<b>1 518 602</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>122 784 361</b>	<b>10 914 462</b>	<b>0</b>	<b>3 906 409</b>	<b>129 792 414</b>

### 3- ETAT DES AMORTISSEMENTS (€)

	Amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Transfert	Reprises de l'exercice	Amortissements à la fin de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Frais d'établissement et de R&D					
Fonds commercial					
Autres immob.incorporelles	657 546	44 255			701 801
Avances & acomptes					
<b>TOTAL I</b>	<b>657 546</b>	<b>44 255</b>			<b>701 801</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Terrains et agencements	299 677	3 078			302 755
Constructions	33 742 763	1 882 746		802 256	34 823 253
Install tech, matériel & outillage	4 464 306	287 728		40 235	4 711 799
Autres immo. Corporelles	21 980 797	2 435 858		518 901	23 897 755
Immobilisations en cours					
Avances & acomptes					
<b>TOTAL II</b>	<b>60 487 543</b>	<b>4 609 410</b>	<b>0</b>	<b>1 361 392</b>	<b>63 735 562</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
Participations					
Autres titres immobilisés	0				0
Prêts					0
Autres immo. financières					
<b>TOTAL III</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>61 145 089</b>	<b>4 653 665</b>	<b>0</b>	<b>1 361 392</b>	<b>64 437 363</b>
dont dotation d'exploitation		4 653 665		1 361 392	
dont dotation financière		0		0	
dont dotation exceptionnelle		0		0	

#### 4- ETAT DES PROVISIONS (€)

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Transfert	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>					
Provision p/ renouvellement d'immobilisations	0	0	0	0	0
Réserve de Trésorerie	37 500	0	0	0	37 500
<b>TOTAL I</b>	<b>37 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37 500</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>					
Provision pour litige	584 405	153 676		109 441	628 636
Provision pour risque (réajustement des financements des "exclus du Ségur" par les autorités de tarification)		875 439			875 439
Provision pour risque fiscal (imposition TVA sur prestations accessoires)	0	133 000			133 000
Provisions pour Indemnités Départ Retraite	2 595 942	474 137		541 042	2 529 042
Autres Provisions pour risques et charges	32 166				32 166
<b>TOTAL II</b>	<b>3 212 517</b>	<b>1 636 252</b>	<b>0</b>	<b>650 483</b>	<b>4 198 284</b>
<b>PROVISIONS POUR FONDS DEDIES</b> (Selon détail Annexe 11)	30 588 341	2 400 428		2 754 118	30 234 651
<b>PROVISIONS POUR FONDS REPORTES LIES AUX LEGS OU DONATIONS</b>	33 952			10 082	23 871
<b>TOTAL III</b>	<b>30 622 293</b>	<b>2 400 428</b>	<b>0</b>	<b>2 764 200</b>	<b>30 258 521</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIF</b>					
Prov p/dépréciation immob en cours	0				0
Prov p/dépréciation immob	374 863			29 575	345 288
Sur créances clients	54 658	12 535		18 321	48 873
Sur autres créances	0				0
Sur VMP	0				0
<b>TOTAL IV</b>	<b>429 522</b>	<b>12 535</b>	<b>0</b>	<b>47 895</b>	<b>394 162</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>34 301 832</b>	<b>4 049 215</b>	<b>0</b>	<b>3 462 578</b>	<b>34 888 467</b>
Dont dotations et reprises	exploitation	4 049 215		3 433 002	
	financières	0		0	
	exceptionnelles	0		29 575	

## 5- ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES & DES DETTES (€)

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Participation et créances rattachées	544 255	544 255	
Prêts	74 937	26 592	48 345
Autres immobilisations financières	899 409	899 409	
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur cde	85 866	85 866	
Créances clients & comptes rattachées	2 579 589	2 579 589	
Créances reçus par legs ou donations	23 871	23 871	
Personnel et comptes rattachés	41 969	41 969	
Sécurité Sociale et autres organismes	115 872	115 872	
Etat et autres collectivités publiques	2 187 399	2 187 399	
Débiteurs divers	1 234 242	1 234 242	
Charges constatées d'avance	141 590	141 590	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 928 999</b>	<b>7 880 654</b>	<b>48 345</b>

ETAT DES DETTES	Montant brut	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts & dettes auprès Ets de crédit (*)	5 935 907	571 988	1 770 510	3 593 409
Emprunts & dettes financières divers	5 476	5 476		
Avances et acomptes reçus sur cde	0	0		
Redevables Créditeurs	0	0		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 855 536	2 855 536		
Dettes des legs ou donations	0	0		
Dettes fiscales & sociales	9 200 420	9 200 420		
Dettes sur immob et cptes rattachés	1 880 652	1 880 652		
Autres dettes	1 509 466	1 509 466		
Produits constatés d'avance	967 133	967 133		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>22 354 590</b>	<b>16 990 671</b>	<b>1 770 510</b>	<b>3 593 409</b>
(*) Dont : Emprunts souscrits/l'exercice (nominal)	0 €			

## 6- DIFFERENCE D'EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

Nature des éléments de l'actif circulant	Evaluation au bilan	Evaluation au prix du marché
Valeurs mobilières de placement	35 866 802	35 866 802
Intérêts courus non échus	2 134 747	2 134 747
<b>TOTAL</b>	<b>38 001 549</b>	<b>38 001 549</b>

## 7- PRODUITS A RECEVOIR (€)

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants	Montant
Créances rattachées à des participations	
Créances clients et comptes rattachés	346 902
Autres créances	2 613 368
VMP/Disponibilités	2 362 453
<b>TOTAL</b>	<b>5 322 723</b>

## 8- CHARGES A PAYER (€)

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	46 407
Emprunts et dettes financières divers	
Fournisseurs et comptes rattachés	711 951
Dettes fiscales et sociales	4 881 141
Dettes sur immobilisations	256 192
Autres dettes	76 942
<b>TOTAL</b>	<b>5 972 633</b>

## 9- CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (€)

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	141 590	967 133
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>141 590</b>	<b>967 133</b>

## 10- CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (€)

	Nominal	Amortissement
Frais acquisition/biens immobiliers	Néant	
Amortissement linéaire / 5 ans (prorata temporis)		Néant
<b>TOTAL NET AU 31/12/2023</b>		

11 a - FONDS DEDIES (€)

Etablissements	31/12/2023	Dotations 2024	Utilisations 2024		Transfert	31/12/2024	
			Montant Global	dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>CPOM ARS PACA</b>	<b>1 387 809</b>	<b>10 000</b>	<b>270 109</b>	<b>0</b>	<b>107 955</b>	<b>1 235 655</b>	<b>450 582</b>
Arc en Ciel	962 732	10 000	177 432	0	0	795 301	278 186
IRS de Provence	345 862	0	75 426	0	0	270 436	31 227
Chanterelles	33 214	0	0	0	0	33 214	33 214
Siege	46 000	0	17 251	0	107 955	136 704	107 955
<b>CPOM CD 13</b>	<b>778 932</b>	<b>137 034</b>	<b>149 464</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>766 502</b>	<b>80 179</b>
Nénuphars	379 259	60 034	94 811	0	0	344 482	0
Garlaban	54 925	0	4 112	0	0	50 813	50 179
Ruissatel	344 748	77 000	50 541	0	0	371 207	30 000
<b>CPOM Métropole GrandLyon</b>	<b>1 001 969</b>	<b>0</b>	<b>175 317</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>826 652</b>	<b>97 331</b>
Clairefontaine	1 001 969	0	175 317	0	0	826 652	97 331
<b>CPOM ARS AURA</b>	<b>168 251</b>	<b>27 022</b>	<b>2 035</b>	<b>0</b>	<b>- 35 732</b>	<b>157 506</b>	<b>79 171</b>
Primevères	168 251	27 022	2 035	0	- 35 732	157 506	79 171
<b>CPOM OI (ARS - CD)</b>	<b>2 934 993</b>	<b>367 876</b>	<b>817 193</b>	<b>0</b>	<b>- 42 223</b>	<b>2 443 453</b>	<b>556 381</b>
Jacarandas	230 036	0	95 214	0	0	134 822	19 275
CMPP	689 052	0	20 214	0	0	668 838	66 248
SAMSAH	71 778	0	0	0	0	71 778	71 778
Cascavelles	346 870	19 734	34 773	-42 223	289 607	248 993	248 993
Ressource (dont 183 k€ CNR dispositif REPIT- REPOS >> 73 k€ CNR chargé de mission communication alternative et améliorée )	1 548 437	348 142	666 992	0	0	1 229 589	101 269
Barre d'jour	12 600	0	0	0	0	12 600	12 600
<b>CPOM CD 06</b>	<b>45 229</b>	<b>25 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-30 000</b>	<b>40 229</b>	<b>15 229</b>
Bougainvilliers	32 380	0	0	0	- 30 000	2 380	2 380
Glycines	12 849	25 000	0	0	0	37 849	12 849
<b>AUTRES FINANCEURS</b>	<b>2 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 500</b>	<b>2 500</b>
CASE DV	0	0	0	0	0	0	0
IREF	0	0	0	0	0	0	0
CRIADV	2 500	0	0	0	0	2 500	2 500
<b>GESTION PROPRE</b>	<b>83 385</b>	<b>0</b>	<b>4 058</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>79 327</b>	<b>0</b>
Association	83 385	0	4 058	0	0	79 327	0
<b>TOTAL FONDS DEDIES</b>	<b>6 403 063</b>	<b>566 932</b>	<b>1 418 176</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 551 817</b>	<b>1 281 373</b>
dont Formation	558 599	40 084	90 315	0	0	508 367	171 313
dont Frais d'exploitation	5 844 465	526 848	1 327 861	0	0	5 043 450	1 110 060
<b>Dont Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS</b>	<b>6 317 178</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 469 990</b>	

11 b - FONDS DEDIES SUR INVESTISSEMENTS (€)

Etablissements	01/01/2024	Dotations 2024	Transfert	Reprises 2024	31/12/2024
<b>CPOM ARS PACA</b>	<b>7 675 867</b>	<b>639 954</b>	<b>0</b>	<b>536 587</b>	<b>7 779 234</b>
Arc en Ciel	2 556 675	265 117	0	170 382	2 651 410
IRS de Provence	4 630 142	174 837	0	310 607	4 494 372
Chanterelles	379 404	200 000	0	26 958	552 446
Siege	109 646	0	0	28 640	81 006
<b>CPOM CD 13</b>	<b>1 189 226</b>	<b>202 001</b>	<b>0</b>	<b>83 590</b>	<b>1 307 638</b>
Nénuphars	209 967	105 667	0	12 310	303 324
Garlaban	590 612	95 667	0	50 396	635 883
Ruissatel	388 648	667	0	20 884	368 431
<b>CPOM Métropole GrandLyon</b>	<b>813 505</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 416</b>	<b>806 089</b>
Clairefontaine	813 505	0	0	7 416	806 089
<b>CPOM ARS AURA</b>	<b>391 909</b>	<b>1 506</b>		<b>33 043</b>	<b>360 371</b>
Primevères	391 909	1 506		33 043	360 371
<b>CPOM OI (ARS - CD)</b>	<b>12 561 077</b>	<b>874 569</b>	<b>0</b>	<b>558 714</b>	<b>12 876 931</b>
Jacarandas	1 988 118	46 994	0	72 845	1 962 267
CMPP Horizon	1 600 657	29 622	0	84 505	1 545 774
Palles en Queue	341 890	68 636	0	10 330	400 195
SAMSAH Péritel	589 092	45 759	0	24 485	610 366
Cascavelles	1 763 447	187 770	0	63 721	1 887 495
Ressource	5 586 845	380 763	0	267 308	5 700 300
Barre d'jour	691 027	115 025	0	35 520	770 533
<b>CPOM CD 06</b>	<b>578 365</b>	<b>15 466</b>	<b>0</b>	<b>65 768</b>	<b>528 063</b>
Bougainvilliers	108 379	15 466	0	13 197	110 648
Glycines	469 986	0	0	52 571	417 415
<b>AUTRES FINANCEURS</b>	<b>351 066</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>37 321</b>	<b>313 745</b>
CASE DV	319 241	0	0	31 154	288 087
IREF	0	0	0	0	0
CRIADV	31 825	0	0	6 167	25 658
<b>GESTION PROPRE</b>	<b>624 267</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>13 502</b>	<b>710 765</b>
Association	624 267	100 000	0	13 502	710 765
<b>TOTAL FONDS DEDIES SUR INVESTISSEMENTS</b>	<b>24 185 281</b>	<b>1 833 496</b>	<b>0</b>	<b>1 335 942</b>	<b>24 682 834</b>
Dont PRI (dont contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS = 22.669.565 €)					23 694 075
Dont Taxe Apprentissage (dont contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS = 0)					728 495
Dont Subventions d'investissement (dont contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS = 0)					260 265



## 12- VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (€)

Etablissements	31/12/2023	Affectation du résultat	+	Transfert	-	31/12/2024
Fonds Associatifs	10 472 866					10 472 864
<i>dont Valeur patrimoniale</i>	<i>1 591 902</i>					<i>1 591 902</i>
<i>dont Dons et legs</i>	<i>0</i>					<i>0</i>
<i>dont Fonds propres sans droit de reprise</i>	<i>8 880 964</i>					<i>8 880 964</i>
Subventions	0					0
Ecart de réévaluation libre	347 998					347 998
Excédent affecté/ investissements	16 028 250					16 028 250
<i>Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>16 028 250</i>					<i>16 028 250</i>
Réserves règlementées	8 579 430	1 315 109		51 638		9 946 175
<i>Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>8 579 430</i>					<i>9 946 175</i>
Autres réserves	11 786 913	499 617				12 286 530
<i>Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>463 334</i>					<i>528 728</i>
Report à nouveau	4 923 028	584 633		- 51 638		5 456 027
<i>Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>3 541 927</i>					<i>4 074 922</i>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>2 399 363</b>	<b>-2 399 363</b>	<b>2 057 383</b>			<b>2 057 383</b>
<i>Dont activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 965 137</i>		<i>1 111 623</i>			<i>1 111 623</i>
<b>Situation nette</b>	<b>54 537 850</b>		<b>2 057 383</b>	<b>0</b>		<b>56 595 231</b>
Subventions d'investissement	8 120 811		77 572		- 291 806	7 906 580
Réserve de trésorerie	37 500					37 500
<b>TOTAL</b>	<b>62 696 161</b>	<b>0</b>	<b>2 134 956</b>	<b>0</b>	<b>- 291 806</b>	<b>64 539 309</b>

### 13 a - RESULTAT EXCEPTIONNEL (€)

	Charges	Produits
Quote part subventions virées au compte de résultat		291 805
Produits/cession d'éléments d'actif (dont cession locaux Réunion = 900 k€)		958 671
Reprises sur provisions exceptionnelles		29 575
Produits sur exercices antérieurs		655 964
Dons manuels		
Produits exceptionnels divers		43 727
VNC des éléments d'actif cédés	252 942	
Charges sur exercices antérieurs	260	
Dotations aux provisions dépréciations exceptionnelles	0	
Autres charges exceptionnelles	21 064	
	<b>274 266</b>	<b>1 979 742</b>
<b>Résultat exceptionnel 2024</b>	<b>1 705 476</b>	

### 13 b - TRANSFERTS DE CHARGES (€)

Remboursements assurances	97 458
Remboursements dépenses de formation	118 331
Refacturations CAMSPS Jacarandas / GCS Surdité	1 084 545
Remboursements divers	205 500
<b>TOTAL</b>	<b>1 505 834</b>

### 13 c - LEGS ET DONATIONS (€)

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre de l'assurance vie	
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	2 084
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs et donations	10 082
CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés au legs ou donations	
<b>SOLDE DE LA RUBRIQUE</b>	<b>12 166</b>

#### 14-a VENTILATION DES PRESTATIONS DE SERVICES (€)

Répartition par secteur d'activité	Autorisations médico-sociales	Subvention (€)	Prod. Presta. diverses (€)	Prod. Formation (€)	Tarification (€)			En %
					ARS	Département	TOTAL	
<b>Métropole</b>	<b>800</b>	<b>1 196 497</b>	<b>34 300</b>	<b>0</b>	<b>36 007 309</b>	<b>9 948 656</b>	<b>45 955 965</b>	<b>59,27%</b>
IRS de Provence	250	103 799			12 678 736		12 678 736	20,36%
SAFEP 84	10				167 685		167 685	0,27%
Arc en Ciel	246	127 918			12 347 315		12 347 315	19,87%
Primevères	85	1 506			6 307 254		6 307 254	10,05%
Bougainvilliers	22	40 948				1 035 192	1 035 192	0,07%
Glycines	23				731 343	1 030 539	1 761 882	1,17%
Ruissatel	23	68 172				1 519 241	1 519 241	0,11%
Garlaban	18	12 500			639 687	810 748	1 450 435	1,04%
AVP	N/A	2 500						
Chanterelles	24				2 093 667		2 093 667	3,34%
CRIADV	N/A	287 583	34 300				0	0,46%
IPSIC	N/A	50 817					0	0,08%
Nénuphars	34	132 955				1 661 332	1 661 332	0,21%
Clairefontaine	65	128 630			1 041 622	3 891 604	4 933 226	1,86%
Association	N/A	100 000					0	0,16%
Siège	N/A	139 169					0	0,22%
<b>Réunion</b>	<b>622</b>	<b>825 133</b>	<b>0</b>	<b>117 091</b>	<b>24 625 993</b>	<b>8 540 386</b>	<b>33 166 378</b>	<b>40,73%</b>
Ressource	268	11 620			16 372 413		16 372 413	26,10%
Barre d'jour	66	191 753				3 170 405	3 170 405	0,31%
Jacarandas	75	21 000			1 510 738	337 551	1 848 289	2,44%
CMPP Horizon	88	2 520			2 488 195		2 488 195	3,97%
Cascavelles	60	71 675			2 722 233	3 415 508	6 137 742	4,45%
SAMSAH Pétrel	50	136 359			883 340	859 690	1 743 030	1,62%
CASE DV	N/A	384 973					0	0,61%
IREF	N/A			117 091			0	0,19%
Pailles en Queue	15	5 234			649 075	757 231	1 406 306	1,04%
<b>TOTAL</b>	<b>1 422</b>	<b>2 021 630</b>	<b>34 300</b>	<b>117 091</b>	<b>60 633 302</b>	<b>18 489 041</b>	<b>79 122 343</b>	<b>100%</b>

#### 14-b VENTILATION DES RESULTATS (€)

<b>Métropole</b>	<b>1 231 616</b>
Arc en Ciel	72 681
IRS de Provence	90 349
SAFEP 84	6 762
Chanterelles	49 968
Nénuphars	45 761
CRIADV	-1 781
IPSIC	0
Siège	4 922
Bougainvilliers	-50 679
Glycines	56 407
Primevères	269 985
Clairefontaine	506 355
Ruissatel	11 444
Garlaban	169 441
<b>Réunion</b>	<b>-120 217</b>
Ressource	-601 066
Jacarandas	22 018
Barre d'jour	51 508
CASE DV	54 244
CMPP Horizon	230 951
Cascavelles	-28 853
SAMSAH Pétrel	9 394
Pailles en Queue	141 586
<b>Gestion Propre</b>	<b>945 986</b>
Association	1 030 626
AVP	226
IREF	-84 866
<b>TOTAL</b>	<b>2 057 383</b>

14 c - TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE (€)

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	2024	2023
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	2 057 383	2 399 363
REPRISE DU RESULTAT ANTERIEUR	0	0
<b>EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF</b>	2 057 383	2 399 363
<i>DONT RESULTAT EFFECTIF SOUS GESTION PROPRE</i>	945 760	434 226
<i>DONT RESULTAT EFFECTIF SOUS GESTION CONTROLEE</i>	1 111 623	1 965 137

## 15- ENGAGEMENTS FINANCIERS (€)

Engagements donnés	TOTAL	Comptabilisé	Engagement hors bilan
Engagements en matière de pensions (IDR)	5 599 809	2 529 042	3 070 767
Nantissements sur VMP et CSL (garanties emprunts)	650 000	650 000	Néant
Indemnités congréganistes	59 355	59 355	Non déterminé
<b>TOTAL en €</b>	<b>6 309 164</b>	<b>3 238 397</b>	<b>3 070 767</b>
Engagements reçus	Montant		
Garanties Collectivités Locales sur Emprunts Bancaires	4 432 616	Néant	4 432 616
<b>TOTAL en €</b>	<b>4 432 616</b>	<b>0</b>	<b>4 432 616</b>

## 16- DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES (€)

	V.Nominale	Dettes au 31/12/2024	% garantie par des titres	Garantie par des suretés sur titres ou organismes publics
<b>Emprunts garantis par des suretés sur titres</b>	<b>1 950 000</b>	<b>1 456 885</b>		
Emprunt SMC Irs de Provence	1 950 000	1 456 885	33%	
<b>Emprunts garanties par des suretés sur organismes publics</b>	<b>9 088 764</b>	<b>4 432 616</b>		
Emprunt Caisse Epargne Garlaban	840 000	81 361		CD Bouches du Rhône + Mairie Marseille
Emprunt Caisse Epargne Ruissatel	1 260 000	122 042		CD Bouches du Rhône + Mairie Marseille
Emprunt CDC (Moufia : FAO + PEQ)	6 552 764	4 015 574		CD Réunion
Emprunt CDC (APA Clairefontaine)	436 000	213 640		CD Rhône Alpes

## 17- EFFECTIF SALARIE MOYEN

Personnel salarié	Effectif inscrit au 31/12/2024	Effectif E.T.P.
Effectif total	<b>1 189</b>	TOTAL IRSAM <b>1 081,42</b>
Dont CDI	1 060	Arc en Ciel 155,01
Dont CDD	129	Ressource 227,03
		IRS de Provence 146,86
Dont Cadres	163	Primevères 88,58
Dont Etrangers	31	Bougainvilliers 10,25
		Glycines 21,00
Dont Contrats particuliers	16	Chanterelles 24,65
(contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage)		Nénuphars 27,00
		Siège 48,98
		Ruissatel 15,00
		Garlaban 18,00
		IPSIC 0,70
		CRIADV 4,00
		CASE DV 4,50
		Barre d'jour 39,00
		CAMSPS Jacarandas 35,12
		CMPP Horizon 24,24
		Cascavelles 95,60
		SAMSAH Pétrel 23,15
		IREF 2,25
		Clairefontaine 54,00
		Pailles en Queue 16,50

## 18- REMUNERATION DES DIRIGEANTS (selon Article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006)

	2024
Rémunérations des cadres dirigeants ( 3 pers )	374 448 €

## 19- HONORAIRES (selon Article 2 du décret 2008-1487 du 30 décembre 2008)

	2024
Honoraires versés au titre de la mission du contrôle légal des comptes par les commissaires aux comptes	68 400 €